LEMIEUX, Vincent, *Le Quotient politique vrai. Le vote provincial et fédéral au Québec*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973. 276 p. \$7.75

Kenneth McRoberts

Volume 30, numéro 2, septembre 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303535ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303535ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

McRoberts, K. (1976). Compte rendu de [LEMIEUX, Vincent, *Le Quotient politique vrai. Le vote provincial et fédéral au Québec*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973. 276 p. \$7.75]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 30(2), 277–280. <https://doi.org/10.7202/303535ar>

LEMIEUX, Vincent, *Le Quotient politique vrai. Le vote provincial et fédéral au Québec*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973. 276 p. \$7.75.

Ce livre contient treize textes différents que Vincent Lemieux a écrit sur le processus électoral au Québec. Tous à l'exception d'un ont déjà été publiés ailleurs. Trois d'entre eux remontent à 1962; il en résulte que cette série s'étend sur une période de onze ans, période au cours de laquelle Lemieux a joué un rôle prééminent dans la recherche sur le phénomène électoral au Québec. Quelques textes, spécialement les premiers, sont essentiellement descriptifs, cherchant plutôt à exposer en détail le processus électoral d'une localité en particulier. Mais par ailleurs, d'autres sont consacrés à l'élaboration et à l'application de propositions théoriques ou de schémas complexes de classification, faisant preuve bien souvent d'ingéniosité et d'originalité.

Toute collection de textes ayant été écrite sur une aussi longue période de temps et s'étendant aussi largement sur des sujets variés, court le risque qu'il y ait peu de liens clairs entre les textes. Dans son introduction, Lemieux tente, avec un certain succès, d'éviter ce problème. Il prétend que tous les textes se rattachent au conflit entre deux principes politiques, celui du gouvernement, qui est la prévalence, et celui de la communauté politique, qui est l'équivalence. C'est par le processus électoral que le principe de l'équivalence est introduit dans la politique. Au moment électoral toutes les prévalences sont soumises à ce que Paul Mus appelait «le quotient politique vrai», c'est-à-dire, le simple individu équivalant à tout autre. Alors, l'universalité et l'égalité du droit de suffrage font ressortir un ferment, présent dans la communauté politique québécoise comme ailleurs dans l'Ouest, d'une plus grande équivalence des richesses, des statuts et des pouvoirs. «Au Québec comme ailleurs les voix du peuple, quand on les entend bien, disent bien haut la volonté d'équivalence de la majorité des électeurs.» On pourrait se poser des questions sur la validité de ces idées vues comme propositions générales; on pourrait certainement s'interroger sur les affirmations de Lemieux relatives au rôle que la volonté d'équivalence aurait joué dans chacune des élections au Québec. Mais cette problématique générale transparaît dans la plupart des textes, donnant donc au livre un certain degré de cohérence.

La première section du livre intitulée «Le national et le social» groupe trois textes qui donnent une interprétation des grandes périodes de l'histoire électorale du Québec. Le premier fournit un aperçu des élections provinciales depuis 1936, en démontrant la force du bipartisme et en décrivant les diverses bases géographiques et démographiques des clientèles des partis. Les élections de 1966 et de 1970 sont analysées en grand détail. Elles sont vues comme un processus de réalignement guidé par des attitudes envers le nouvel interventionnisme (ou prévalence) du gouvernement provincial québécois depuis les années 1960 et par l'idée de l'indépendance politique du Québec, qui promet même plus d'intervention politique. Le second texte, peut-être

plus controversé, tente de définir le rôle que le nationalisme a joué dans les élections provinciales et fédérales depuis 1935. Ce qui est particulièrement discutable c'est la tendance de Lemieux à traiter le sentiment d'attachement à l'autonomie provinciale comme une autre manifestation d'un sentiment plus général d'égalisation (il s'agit ici probablement d'un synonyme d'équivalence). Le sentiment autonomiste pourrait exiger non pas l'égalité entre les gouvernements fédéral et provincial mais la prédominance (ou prévalence) pour le Québec. L'interprétation que Lemieux nous donne du rôle que le sentiment nationaliste a joué lors de différentes élections provinciales suscite beaucoup d'intérêt; mais il en demeure que les données venant appuyer son interprétation ne suffisent pas à éliminer d'autres interprétations plausibles. Lemieux prétend que le nationalisme a joué un rôle majeur lors de grands déplacements électoraux et un rôle mineur lors de petits déplacements électoraux. Mais on peut aussi voir les élections à petit déplacement comme étant des «maintaining elections»; celles-ci seraient déterminées par des considérations générales apparues lors du grand déplacement précédent. Étant donné que ces considérations retiennent leur force, les bases électorales des partis demeurent stables. L'analyse doit alors se centrer sur l'explication des élections à grand déplacement électoral, dans lesquelles Lemieux n'accorde pas au nationalisme un rôle dominant. Il est à noter qu'il y a seulement deux élections provinciales au cours desquelles Lemieux a décelé un grand déplacement électoral — les élections de 1936 et 1939. Il donne aux questions socio-économiques et surtout politiques le rôle dominant dans l'élection de 1936. Mais, quant à l'élection de 1939 il affirme malgré tout que le nationalisme, ayant pris forme dans la question de la conscription, a dominé cette élection. Malgré les critiques qui pourraient être soulevées, la tentative de Lemieux d'analyser systématiquement une série d'élections à l'intérieur d'un schéma clair de classification est une percée importante dans l'étude de l'histoire électorale du Québec. Espérons que d'autres suivront son exemple. Le dernier texte de cette section «Le national et le social» analyse comment les trois partis provinciaux contemporains, l'Union nationale, le Parti libéral et le Parti québécois se rattachent aux quatre dimensions différentes de la volonté d'égalisation (économique, sociale, politique et culturelle). L'analyse de l'appui de la classe populaire accordé à l'Union nationale est particulièrement intéressante démontrant qu'au moment où l'Union nationale était très conservatrice en matière culturelle et économique, elle exploitait avec succès les sentiments d'égalisation en matière politique et spécialement en matière sociale. L'analyse du Parti québécois, ce dernier étant vu comme essayant d'atteindre l'égalité en regard des quatre dimensions, est peut-être affaiblie par une exagération de la prévalence gouvernementale qui accompagnerait nécessairement l'indépendance du Québec («un appareil gouvernemental très autoritaire»).

Les principaux articles de la deuxième section du livre, intitulée «Le langage électoral», sont centrés sur une campagne électorale se déroulant à l'intérieur d'une seule circonscription. Dans le but d'analyser les messages transmis aux voteurs par les candidats électoraux, Lemieux se réfère à

de grands échantillons de discours électoraux et les soumet à des schémas complexes de classification. Dans le premier article, Lemieux démontre clairement, lors d'une campagne en particulier, comment deux candidats ont élaboré des conceptions plutôt contrastantes du rôle du député: «le législateur» est celui qui se dépense au parlement et «le médiateur» est celui qui consacre son énergie à obtenir des avantages gouvernementaux pour les membres de son comté. Dans le second article, Lemieux utilise les réactions du public face aux discours électoraux, qu'il s'agisse de rires ou d'applaudissements, comme un moyen d'isoler les phrases ayant une grande signification pour les auditeurs. Les deux articles mettent en évidence des méthodologies innovatrices et des interprétations originales.

La troisième série d'articles est centrée sur «Le phénomène créditiste». Deux des articles donnent une description complète et détaillée des campagnes des créditistes dans deux localités, l'Île d'Orléans et Lévis. Ces deux articles offrent beaucoup de détails et révèlent une connaissance approfondie des activités électorales de ces deux localités; malheureusement, ces articles offrent peu d'aperçu théorique. Il aurait été souhaitable que Lemieux remplace l'article sur l'Île d'Orléans par un extrait de *Parenté et politique* qui à plusieurs égards est beaucoup plus stimulant. Néanmoins, le dernier article de cette section nous donne un aperçu des succès électoraux des créditistes à travers la province en localisant les versions «rurales» et «urbaines» de la volonté d'égénéralisation et en nous donnant une critique stimulante de l'analyse de Maurice Pinard sur la montée des créditistes.

La dernière section du livre, intitulée «Nouvelles voies d'analyse», groupe trois articles qui, dans chacun des cas, représentent les premières applications de méthodes innovatrices dans l'étude des élections du Québec. Le premier article applique l'analyse hiérarchique aux résultats de la plupart des circonscriptions dans les élections provinciales entre 1936 et 1966. Quoique cette technique permette à Lemieux de démontrer la présence d'une forte tendance centrale dans ces résultats elle ne peut que permettre des conclusions de nature spéculative en ce qui a trait aux causes de cette tendance centrale. Malgré tout, après avoir défini quatre catégories de forces électorales, la dimension personnelle, la dimension socio-économique, la dimension partisane et la dimension politique, Lemieux affirme que son analyse démontre que la dimension partisane est prédominante. Le second article est une étude intéressante des résultats d'un sondage fait dans deux circonscriptions du Québec avant l'élection fédérale de 1968. Il explore le fameux paradoxe qui surgit lorsque les préférences des voteurs individuels entrent en conflit avec le choix collectif qui ressort d'une élection. Le dernier article est une critique stimulante de l'approche habituelle de l'étude des élections: la recherche des causes. Dans une affirmation qui pourrait gagner l'appui de plusieurs historiens, Lemieux déclare: «Il faut plutôt retenir tous les faits d'un domaine donné d'action, et chercher le ou les principes d'organisation de ces faits tels qu'ils ont été produits dans l'action elle-même, et non plus tels qu'ils sont constitués ou reconstitués par le découpage de l'observateur.»

Lemieux essaye de démontrer l'utilité de cette approche en examinant les positions respectives occupées par les partis dans chacune des circonscriptions lors des élections provinciales de 1970, au Québec. Les historiens, qui très souvent ne peuvent pas se reporter aux données d'un sondage dans leurs analyses d'élections, trouveront peut-être consolation à la suite de cette argumentation de Lemieux contre la technique de sondage. En effet, la plupart des articles dans ce livre se basent principalement sur l'examen des résultats électoraux. En guise de conclusion, Lemieux examine le système électoral au Québec. Les jugements qu'il formule à l'égard du fonctionnement du système et les propositions qu'il suggère pour la réforme de ce dernier sont encore une fois guidés par son idéal d'équivalence.

En somme, *Le Quotient politique vrai* rassemble un bon nombre d'articles qui méritent la lecture attentive des étudiants en histoire politique du Québec, surtout lorsqu'il s'agit d'hypothèses et de techniques que l'historien pourra lui-même adopter dans ses recherches.

*Département de science politique
York University*

KENNETH McROBERTS